Non à la proposition de loi dite de sécurité globale !

Mobilisons-nous les 16 et 30 janvier contre la loi Sécurité globale et les autres textes liberticides !

La coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale a donné rendez-vous aux défenseur·se·s des libertés dès le dimanche 3 janvier 2021, à Paris, à l'occasion de la Marche blanche en mémoire de Cédric Chouviat. Un an après la mort de ce père de quatre enfants, entre les mains de la police.

La coordination #StopLoiSécuritéGlobale46 appelle avec la coordination nationale à de nouvelles Marches des libertés, samedi 16 janvier, partout en France, avec notamment un grand rassemblement, samedi 30 janvier, à Paris.

Notre action a pour objectif le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi dite « Sécurité globale », le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) et de toute autre disposition élargissant la surveillance de masse ou faisant reculer le droit à l'information.

La coordination #StopLoiSécuritéGlobale46 continuera à informer sur les conséquences délétères de ces textes et appelle à signer et faire signer massivement la pétition (au dos).

Depuis le premier rassemblement organisé le 17 novembre devant l'Assemblée nationale, la coordination n'a cessé de s'élargir. Dans le même temps, des coordinations locales se sont formées à travers tout le pays, comme ici dans le Lot, et plus de 150 villes ont connu au moins une manifestation contre la proposition de loi « Sécurité globale ».

Malgré une mobilisation de très grande ampleur (500 000 manifestant·e·s en France, le 28 novembre), déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire et de confinement, le gouvernement et les parlementaires se sont contentés d'effets d'annonce s'agissant de la réécriture de l'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale ». Texte que le Sénat semble vouloir fusionner avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommée « contre le séparatisme ».

Par ailleurs, notre opposition aux dispositifs de surveillance généralisée instaurés par les drones et les caméras piétons, ou à la sélection des journalistes instaurée par le nouveau SNMO n'a pas été entendue. Des décrets parus en décembre étendent les possibilités de fichage aux groupements et notamment aux opinions politiques ou syndicales, aux comportements et habitudes de vie...malgré le recours des organisations syndicales, il est scandaleux que le conseil d'état entérine cette atteinte portée aux droits et à la liberté d'expression et d'opinion des citoyens et des travailleurs.

Les pressions politiques de policiers se présentant en uniforme et en plein couvre-feu devant les domiciles d'élu·e·s ou devant des tribunaux confirment nos craintes quant à l'instauration d'un véritable État de police par la combinaison du SNMO, de la proposition de loi « Sécurité globale » et du projet de loi « confortant les principes républicains ».

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

SAMEDI 16 JANVIER
RASSEMBLEMENT et MANIFESTATION

Cahors : 11h00 Parvis Mairie
Figeac : 11h00 Sous-Préfecture

Signataires #StopLoiSécuritéGlobale46: FSU 46, CGT46, Solidaires 46,PCF 46, Génération·s 46,Comité lotois du Mouvement de la Paix, LDH Lot, Essaimons demain, CGT Educ'Action 46,Comité lotois des Amis de l'Humanité, EELV 46, Ensemble!, France Insoumise, ETM46, SNJ-CGT, FGR-FP, la Cimade Figeac, Confédération Paysanne du Lot, Groupe d'action vallée du Lot et du Célé Insoumis, POID 46, La Libraithèque - Le Droit à la Paresse, CGT Algeei 46, C.L.R.R.46, Jamais Sans Toit Cahors, Sud Education 46

IPNS – Ne pas jeter sur la voie publique

PETITION POUR LE RETRAIT DE LA LOI DITE DE SECURITE GLOBALE

Je demande le retrait de la proposition de loi dite de sécurité globale ainsi que toutes les réformes qui criminalisent les mouvements sociaux

NOM - Prénom	Commune	Signature

La coordination #StopLoiSécuritéGlobale46